

AUDITION PUBLIQUE OUVERTE À LA PRESSE

*sur les dispositifs d'alerte aux tsunamis en France  
et dans le monde*

*M. Roland COURTEAU, sénateur de l'Aude, a été chargé par l'OPECST d'une étude sur l'évaluation et la prévention du risque de tsunami sur les côtes françaises en métropole et outre-mer dont les conclusions ont été adoptées le 4 décembre 2007.*

*Le bilan dressé était mitigé : trois ans après le tsunami de Sumatra et la mobilisation de la France en faveur d'un système d'alerte dans l'océan Indien, dans la zone Méditerranée / Atlantique Nord-Est et dans les Caraïbes, les engagements pris par la France étaient insuffisamment respectés faute de mobilisation politique et de moyens financiers.*

*Le rapport concluait donc sur la nécessité d'instaurer rapidement un système national d'alerte aux tsunamis couvrant la métropole et les départements d'outre-mer.*

*Depuis cette date, l'OPECST a régulièrement saisi le Gouvernement pour connaître l'état d'avancement du dossier. En mars dernier, le CEA a reçu une lettre d'intention des ministères de l'environnement et de l'intérieur afin d'instaurer un système d'alerte aux tsunamis en Méditerranée et des crédits devraient être débloqués.*

*Deux ans après la publication du rapport de l'OPECST, il apparaît opportun de dresser un bilan d'ensemble des dispositifs d'alerte aux tsunamis dans le monde et d'évaluer ceux mis en place par la France en métropole et en outre-mer.*

organisée par



**Jean-Claude ETIENNE**  
Sénateur de la Marne

et



**Roland COURTEAU**  
Sénateur de l'Aude

**Mardi 23 juin 2009**  
**de 8 heures 30 à 13 heures**

au SÉNAT – 4, rue Casimir Delavigne  
75006 PARIS

## PROGRAMME

- 8 H 00** ACCUEIL DES PARTICIPANTS
- 8 H 30** Allocution d'ouverture de M. Roland COURTEAU, sénateur de l'Aude
- 8 H 45** PREMIÈRE TABLE RONDE : LA FRANCE FACE AU RISQUE DE TSUNAMI : QUELLE POLITIQUE DE PRÉVENTION ?
- ◆ M. François GERARD, Président du comité national de la Commission océanographique intergouvernementale
  - ◆ M. Laurent MICHEL, directeur de la Direction générale de la prévention des risques, ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du Territoire
  - ◆ M. Bernard DELEPLANCQUE, sous-directeur de la gestion des risques, ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités Territoriales et M. Pascal MATHIEU, chef du bureau des risques majeurs à la Direction de la sécurité civile
  - ◆ M. Bruno FEIGNIER, chef du DASE, Commissariat à l'Énergie Atomique
  - ◆ M. Frédéric PAPET, directeur de cabinet de la Délégation générale à l'Outre-mer
  - ◆ M. Dominique BRESSON, adjoint au directeur de la stratégie, de la planification et des relations extérieures du SHOM et M. Ronan CREACH, chef de la cellule « hydrodynamique côtière » et chef du projet « Ronim »
- 9 H 45** DÉBATS
- 10 H 00** PAUSE
- 10 H 30** DEUXIÈME TABLE RONDE : LA PRÉVENTION DES RISQUES DE TSUNAMI DANS LE MONDE ET L'IMPLICATION DE LA FRANCE : ÉTAT DES LIEUX
- ◆ M. François SCHINDELE, CEA, représentant la France au GIC/Pacifique
  - ◆ M. Jan SOPAHELUWAKAN, président du groupe intergouvernemental de coordination du système d'alerte aux tsunamis de l'océan indien (GIC/SATOI)
  - ◆ M. Jean-Pierre MAC VEIGH, directeur délégué pour l'Outre-mer, Météo-France
  - ◆ Mme Lorna INNISS, présidente du groupe intergouvernemental de coordination du système d'alerte aux tsunamis dans les Caraïbes et les mers adjacentes (GIC/Caraïbes)
  - ◆ M. Steve TAIT, directeur scientifique des observatoires volcanologiques et sismologiques de l'Institut de Physique du Globe de Paris, représentant la France
  - ◆ M. Stefano TINTI, président du groupe intergouvernemental de coordination du système d'alerte aux tsunamis de l'Atlantique Nord-Est et de la Méditerranée ( GIC/ SATANEM)
  - ◆ Mme Frédérique MARTINI, chef du bureau des risques météorologiques et littoraux, au service des Risques naturels et hydrauliques, représentant la France
- 12 H 30** DÉBATS

Audition publique sur

***Les dispositifs d'alerte aux tsunamis en France  
et dans le monde***

organisée par

M. Jean-Claude Etienne et M. Roland Courteau, Sénateurs

**Mardi 23 juin 2009  
de 8 heures 30 à 13 heures**

*Sénat - 4 rue Casimir Delavigne, Paris 6<sup>ème</sup>*

Contact : Karine Rahuel - tél : 01.42.34.31.07 - fax : 01.42.34.46.04  
e-mail : k.rahuel@senat.fr



*(Carton à retourner avant le 18 juin 2009)*

M., Mme, Mlle : .....

Organisme/Société : .....

Fonction : .....

Adresse postale : .....

Téléphone : ..... Fax : ..... e-mail : .....

Participera à l'audition publique du Mardi 23 juin 2009 .....

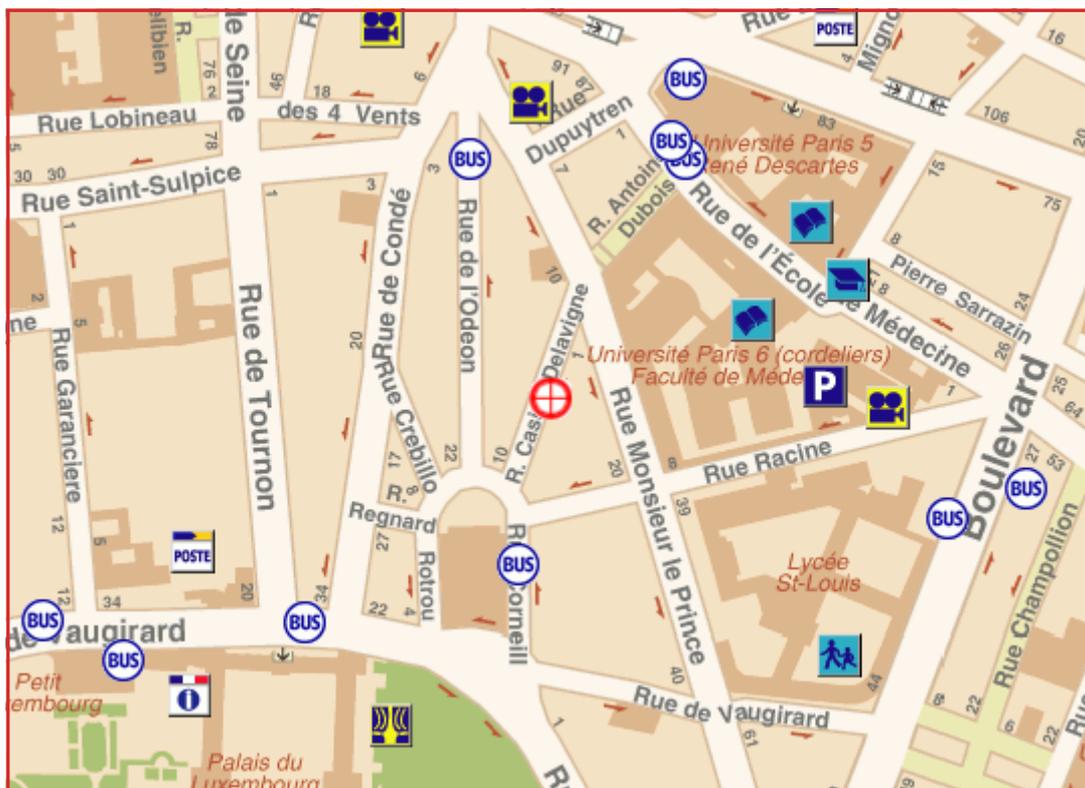
Ne participera pas à l'audition publique du Mardi 23 juin 2009 .....

sur

**« Les dispositifs d'alerte aux tsunamis en France et dans le monde »**

organisée par

*l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*



**Office parlementaire d'évaluation  
des choix scientifiques et technologiques  
SENAT  
15, rue de Vaugirard  
75291 PARIS CEDEX 06  
FRANCE**